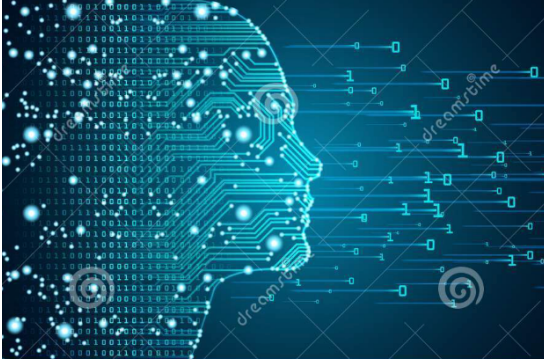


## Le développement de l'intelligence artificielle au Québec, plombé par notre statut de province ?



Le Québec arrive au rang de 7<sup>e</sup> puissance mondiale en intelligence artificielle (IA) et 5<sup>e</sup> en matière de recherche dans ce domaine, une avancée impressionnante pour un pays de 8 millions d'habitants, selon le « Tortoise Global AI Index ». Depuis la création de l'Institut québécois d'intelligence artificielle Mila à l'Université de Montréal, on retrouve au Québec plus de 800 chercheurs et étudiants en IA et des centres de recherche de géants technologiques comme Facebook, Google et Microsoft. Des investissements importants des gouvernements en recherche et en capital de risque ont contribué au démarrage de plus de 200 startups et de plus de 2000 entreprises employant des dizaines de milliers de personnes.

Malgré cet essor remarquable, l'étude Global AI Index souligne les faiblesses de l'environnement opérationnel au Québec, notamment la lenteur de traitement des visas des travailleurs qualifiés dont la mobilité internationale est vitale dans ce secteur. Elle souligne aussi le manque d'infrastructures de supercalcul à partir des données massives, un processus central en IA où Ottawa investit trop peu et davantage hors Québec, puisque le Canada est 17<sup>e</sup> et le Québec 34<sup>e</sup> à ce chapitre sur 63 pays.

Une autre étude de l'IREC souligne « l'existence d'un déficit de brevets et d'une fuite d'entreprises émergentes. » Le gouvernement du Québec a investi 1,17 milliard de dollars dans divers projets d'IA, mais la quasi-totalité des projets financés ces cinq dernières années a subi une prise de contrôle par des entreprises étrangères.

Toujours selon cette étude, on peut craindre que le « Québec n'en vienne qu'à jouer un rôle d'un sous-traitant en R-D au bénéfice d'entreprises étrangères ». Encore une fois, le Québec risque d'être victime de son statut de province, ne contrôlant pas son immigration temporaire ni la gestion de ses brevets et une partie seulement de ses budgets d'investissement public consacrés à la recherche et aux infrastructures.